

Lutte de classes et luttes d'idées

Isabelle Garo

Philosophe

Il me semble intéressant de partir de l'intitulé même de cette table ronde, parce qu'il est d'une grande pertinence: «Les nouvelles conditions de la lutte des classes». En effet, la lutte des classes n'est pas nouvelle, elle n'a jamais disparu, mais ses conditions sont nouvelles. D'abord, parce que, par définition, elles ne cessent de se transformer au cours de l'histoire en général et au cours de l'histoire du capitalisme en particulier. Ensuite, parce que la crise présente du capitalisme est aussi la crise des alternatives à celui-ci. La conséquence est que cette crise combinée et généralisée replace le débat à son véritable niveau, posant en même temps la question des formes d'organisation et des stratégies, en lien avec la question du projet de rupture avec un capitalisme qui ne propose plus que la destruction toujours plus complète des hommes et de la planète. Cette crise est donc profondément politique, comme le disait Immanuel Wallerstein lors de son intervention dans le cadre de ce colloque.

Ces conditions nouvelles exigent donc d'être définies en rapport avec une analyse qu'on peut qualifier de classique qui est celle des luttes de classes au sein du mode de production capitaliste. C'est pourquoi il importe de relier et de confronter l'analyse contemporaine de la lutte des classes, toujours et encore à actualiser, à ce qui est son origine moderne, les analyses de Marx et d'Engels, sans cesse développées et remaniées tout au long de leur œuvre. Dès le *Manifeste du parti communiste*, rédigé à la veille de la révolution de 1848, Marx et Engels définissent les classes de manière dynamique, dialectique: la bourgeoisie est présentée comme cette classe qui ne cesse de révolutionner les

forces productives et qui s'efforce en permanence d'y ajuster les rapports de production capitalistes avec une attention extrême à ses intérêts, bien entendu, mais aussi au réel. Cette attention a pour but, hier comme aujourd'hui, de remodeler la réalité sociale selon ses seuls intérêts et de maîtriser autant que faire se peut et toujours à son avantage les contradictions qui en résultent.

En ce sens, on peut dire que la crise actuelle, comme les précédentes, n'est rien d'autre que la rencontre cyclique du capitalisme avec ses propres limites, c'est-à-dire avec ses contradictions toujours résurgentes, dans les conditions d'une domination de classe perdurante et même renforcée. Mais ce qui rassemble les crises est aussitôt ce qui les singularise : cette crise perpétue et renouvelle les luttes de classe, les avivant d'une part, dans le cadre de rapports sociaux transformés, nourrissant d'autre part l'exigence sociale d'alternatives au capitalisme en tant que tel, mais des alternatives qui puissent elles aussi s'ancrer dans la réalité pour ne pas rester un vœu pieux.

Aujourd'hui, dans un contexte de crise approfondie donc, qui prend la suite de son irruption dès le début des années 1970 et des multiples séquences suivantes, il faut analyser en même temps les transformations du capitalisme contemporain et les conditions de la résistance, ou plutôt de ce que pourrait être une véritable contre-offensive sociale et politique. D'une part, il faut le souligner, le refus des contre-réformes libérales en cours est majoritaire. Mais, d'autre part, la résistance des classes populaires est depuis longtemps dos au mur et, défaite après défaite, ne parvient pas à dégager de perspective véritable, perspective qui ne peut être que politique, à la mesure du projet de société libéral auquel elle s'oppose. C'est précisément pourquoi les nouvelles luttes de classes sont aussi des tâches d'organisation et, inséparablement, des luttes d'idées, qu'il faut mener comme telles, contre toutes les régressions identitaires, ethnicistes, racistes qui menacent, pour réaffirmer et rénover les formes contemporaines des luttes de classe. Ces régressions sont d'autant plus menaçantes qu'elles sont à présent directement instrumentalisées par la classe dominante et leurs représentants politiques, sans la moindre hésitation.

On peut affirmer que la crise présente, en raison même de son ampleur, fait du pronostic une partie intégrante du diagnostic, autrement dit, inscrit le projet et l'alternative au cœur des luttes présentes, comme autant d'exigences bien sûr, mais surtout aussi comme conditions de la construction et de la reconstruction de forces collectives, seules en mesure de desserrer le carcan des politiques de régression sociale. L'analyse en termes de classes est seule en mesure de dévoiler ce qui n'est pas un dysfonctionnement passager du capitalisme contemporain, ou une aberration financière superficielle mais une crise structurelle, qui tient à l'essence même de ce mode de production et qui inclut les stratégies des classes dominantes pour maintenir et accroître le taux de profit, donc l'exploitation mondiale des producteurs et de l'ensemble des salariés.

Alors, nouvelles luttes de classes ? Assurément. De ce point de vue, une des données de la situation est la remontée difficile, à gauche, de cette thématique des classes, dont la pratique, sinon la théorie, est et a été l'objet d'un souci constant du côté des classes dominantes. Les sociologues Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon ont montré à quel point la bourgeoisie est équipée d'une conscience de classe sans faille, alors que le mouvement ouvrier s'est lui-même dessaisi de cette grille de lecture qui est bien plus qu'un concept : un outil irremplaçable de l'intervention sociale et politique. Mais il faut ajouter que la stratégie de destruction de la conscience de classe des catégories populaires anime les politiques de management et d'organisation du travail, prouvant au passage que la conscience de classe est soigneusement cultivée du côté de ceux qui ne cessent de la dénoncer et d'affirmer l'obsolescence de la notion de classe.

Je voudrais aborder ici, rapidement, deux aspects de cette question complexe. Le premier aspect concerne les nouvelles conditions de la lutte de classe et donc des rapports sociaux modifiés imposés par le capitalisme. Le deuxième aspect est celui de la lutte des classes en tant qu'elle est toujours en même temps lutte d'idées, lutte idéologique : autrement dit, les luttes de classes sont et ont toujours été inséparables de la conscience qu'ont les classes d'elles-mêmes, c'est-à-dire les individus, conscience inséparable de leurs projets politiques et sociaux. Et la question de l'idéologie, telle que Marx la pose et telle que nous pouvons et devons la reformuler, me semble être au cœur de cette discussion.

1. En effet, les techniques de management ont eu et ont un impact considérable sur la vie et la conscience des salariés. La casse des collectifs de travail et des solidarités ouvrières est un projet très concerté de la part du patronat pour isoler les travailleurs, les fragiliser, les mettre en concurrence, obtenir leur consentement, les faire participer activement à leur propre exploitation, etc. Ces choses commencent à être connues et un certain nombre de travaux sociologiques ont insisté sur ces transformations. Mais il demeure difficile de lutter concrètement contre les effets puissants de ces politiques à la fois locales et globales, dont les effets sont massifs.

De ce fait, bien des analystes ont souligné la métamorphose de la classe ouvrière, de « classe mobilisée » en groupe « désarmé » et déstructuré (Stéphane Beaud et Michel Pialoux). Les transformations de l'organisation du travail se sont combinées à son retrait politique lié au recul des partis communistes et à une désyndicalisation, pas seulement en France, au cours des dernières décennies.

Pourtant, face aux dégâts sociaux en cours, aux injustices criantes, au démontage pièce à pièce d'un État social acquis de haute lutte, scandale Bettencourt et nuit du Fouquet's aidant, on peut affirmer, avec prudence, que la thèse de la fin des classes (et celle de la disparition de la classe ouvrière) cède peu à peu la place à une remontée relative de l'analyse en termes de classes sociales

(c'est ce que souligne Roland Pfefferkorn), soulignant l'importance et la diversité des résistances et des protestations (je pense ici aux travaux de Stephen Bouquin).

Je voudrais souligner rapidement quelques contradictions qui confèrent à l'analyse de classe toute sa portée, à l'aide de trois remarques rapides concernant la classe ouvrière, dont on nous a longtemps dit qu'elle avait disparu. Premièrement, la permanence d'un rejet du libéralisme demeure propre au groupe ouvrier et tout spécialement au salariat d'exécution, de même que les phénomènes de résistance au travail persistent et se renouvellent. En second lieu, cette permanence se double d'une montée d'un racisme de réaction au sentiment croissant d'insécurité sociale, qui n'est nullement propre au groupe ouvrier mais qui le concerne aussi et entre en tension avec la tendance précédente. En dernier lieu, les transformations sociales en cours, loin de réaliser les prophéties de «moyennisation» sociale énoncées dès les années 1970, attestent d'une forte repolarisation, qui tend à recomposer une classe salariée populaire, incluant les employés, dans le contexte de la tertiarisation croissante et de l'augmentation des emplois d'«aide à la personne», peu qualifiés et faiblement rémunérés. À ce tableau rapide, il faut ajouter la crise du salariat intermédiaire dont les conditions de travail sont très éloignées de celles du haut encadrement.

Ces trois tendances sont à la fois contradictoires et combinées, et leurs corrélations multiples déterminent des représentations actives qui accompagnent mobilisation ou repli, politisation ou passivité, combativité ou consentement. La réalité sociale est complexe, marquée par des tendances et des contre-tendances : c'est bien pourquoi la thèse de l'efficacité sans contrepoids de l'idéologie managériale omet de prendre en compte les effets concrets contrastés qu'elle suscite non comme discours mais bien comme discipline de fer. Il faut sortir d'une lecture postmoderne qui affirme unilatéralement la fin du travail et la fluidification du monde, restant aveugle aux autres aspects du réel.

Les enjeux d'une analyse complexifiée sont directement politiques et ne doivent pas être séparés des mobilisations collectives : il importe de s'appuyer sur le sentiment croissant d'injustice pour en construire ou en reconstruire la dimension de classe, par exemple en montrant que la baisse des «charges sociales» n'est en rien un aménagement fiscal favorable à l'emploi comme le prétend le discours officiel, mais le fer de lance idéologique de l'offensive menée contre un salaire indirect arraché de haute lutte et qui correspond à l'intégration à ce même salaire des dépenses socialisées de formation, de protection sociale, de financement des retraites, etc. La bataille contre la dévalorisation de la force de travail et sa marchandisation intégrale est située au cœur d'un débat théorique, qui mobilise les outils d'analyse issus du marxisme, mais elle est aussi et surtout au cœur des enjeux politiques et syndicaux de la période présente.

Ainsi ressurgit, en même temps que le besoin d'une approche dialectique du réel qui en politise les contradictions, la question de la conscience de classe.

Marx, parlant de la contradiction générale entre les forces productives et les rapports de production parlait des « formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout » (Préface de 1859 de la *Contribution à la critique de l'économie politique*). Bien avant cette date, en 1844, il avait souligné que les idées deviennent une « force matérielle » quand elles s'emparent des masses. La formule n'a rien perdu de son actualité.

2. De ce fait, en vue d'intervenir politiquement au sein des nouvelles luttes de classe, la notion marxiste d'idéologie se révèle indispensable et j'en viens à mon second point qui est précisément de savoir comment associer ensemble et concrètement luttes de classes et luttes d'idées. On peut commencer par dire que les dimensions théoriques et politiques sont à ce point indissociables, désormais, que seule la remontée des luttes peut aller de pair avec un décryptage idéologique qui ne saurait être de l'ordre de la simple pédagogie. L'intelligence démocratique ne peut être qu'une invention collective, élaborant et réélaborant à mesure alternatives et structures.

Si la notion d'idéologie me semble indispensable c'est parce que l'on a encore trop tendance à inverser la logique réelle, à penser que la manipulation des consciences est irrésistible et qu'il faut que les penseurs expliquent d'abord aux opprimés l'étendue de leur misère et l'ampleur de leur sottise. Une certaine critique des médias adopte ce biais. Or la très réelle manipulation qui accompagne les luttes de classes, telles que la bourgeoisie les mène avec lucidité, cette manipulation ne cesse, en même temps, de se heurter au réel et à l'expérience qu'en font quotidiennement les hommes.

Si cette expérience ne suffit pas et n'est pas à elle seule gage de conscience, elle interdit qu'on exagère le poids des « illusions » ou du « conditionnement », comme le montre la participation massive au mouvement sur les retraites, notamment du côté de la jeunesse qu'on décrit si volontiers comme intoxiquée par la consommation et les écrans.

Aujourd'hui, dans des conditions difficiles, l'intervention critique et politique prend de nouveau tout son sens. Le débat d'idées doit d'autant plus assumer sa portée polémique, par exemple en revivifiant la question de l'exploitation contre la thématique de l'exclusion et de la souffrance au travail, imposant la question de l'organisation du travail contre celle de l'extinction du salariat, réexplorant la question des luttes de classes contre la pente communautariste ou ethnicisante. Mais ces questions doivent de toute urgence être liées à des perspectives transformatrices concrètes : quel système de santé, quel système éducatif, quels services publics voulons-nous ? Les questions du travail et celle de la propriété sociale sont à poser de nouveau, sous cet angle qui associe théorie et pratique, critique et projet, débat et luttes.

On peut alors, et seulement alors, concevoir l'appel à la convergence des luttes sociales comme le moyen pour construire des perspectives politiques

globales, aux antipodes des théorisations étroites, sectorielles, ou seulement savantes. Ainsi l'analyse sociologique en terme de «nouveaux mouvements sociaux» choisit d'en privilégier la dimension fragmentaire, sectorielle, par opposition aux conflits du travail classiques, sommairement dénoncés comme archaïques et corporatistes. Ces thématiques sont sans doute en train de vieillir mais il faut ouvrir le débat sur ces questions politiquement cruciales, en assumant sa dimension polémique.

C'est bien pourquoi la remontée d'une description en termes de classe sociale est elle-même l'un des effets mais surtout l'un des enjeux de la situation sociale présente. Plus que jamais, il s'agit d'associer à ce travail critique une élaboration programmatique qui ne peut être que collective. Car les idées peuvent, bien entendu, à certaines conditions, avoir de l'avance. Tout simplement parce que le débat d'idées n'est jamais coupé des conditions historiques qui le rendent possible. La réactivation du thème de la sortie du capitalisme n'est pas un signe annonciateur suffisant, mais c'est quand même l'indice d'une remobilisation en cours, sans garantie quant à ses suites.

On peut aussi être frappé de la résurgence positive, depuis peu, du terme de révolution, grâce au magnifique mouvement des peuples arabes: les mots ont un impact réel et leur disqualification n'est pas simplement un appauvrissement du lexique, elle a des effets directement politiques. Désormais et pour un temps au moins, ce terme ne peut plus être associé aussi facilement qu'avant à la Terreur sanglante par ceux qu'il faut bien nommer les idéologues professionnels. Les nouvelles conditions de la lutte des classes, ce sont aussi ces victoires, peu nombreuses mais marquantes, qui prouvent que l'histoire n'est décidément pas finie.

Marx disait de façon optimiste qu'une société ne se pose que les questions qu'elle peut résoudre. Ce qui signifie que le rôle des idées doit être bien compris: il est à la fois circonscriit et limité mais réel. Les idées ne sont pas placées au-dessus du monde, ne faisant qu'en refléter passivement et après coup l'état. Par suite, le débat d'idées n'a pas seulement pour vocation de dessiner un anticapitalisme de papier, il doit faire partie intégrante du mouvement de son élaboration effective, reposant la question de la démocratie comme question décidément pratique, présente derrière toutes les mobilisations, des plus petites aux plus grandes.

C'est pourquoi la réflexion politique contemporaine a tout à gagner à ne pas simplement évoquer de futurs paysages consensuels, équitables et dépollués, mais à descendre dans l'arène des affrontements en cours. Faute de quoi, on discutera longtemps et on finira par faire du communisme une idée pure. Car dans les «conditions nouvelles» il est assez logique que ce soit la philosophie qui ait tendance à monopoliser et à retraduire sur le terrain des seuls concepts, en lieu et place des mobilisations durables, les échos de la contradiction centrale entre capital et travail. Ce travail théorique est hautement important, je viens de le dire, mais son objet n'est pas d'idéaliser des luttes qui échouent en insurrections incantatoires mais d'y participer et d'y intervenir.